

france3-regions.franceinfo.fr

TEMOIGNAGE. "C'est désespérant" : mère d'un enfant en situation en handicap, elle regrette un système éducatif inadapté

Écrit par Maeva Dumas

6-8 minutes

Publié le 01/09/2025 à 06h15

Lundi 25 août, l'association UNAPEI révélait dans une enquête que des milliers d'enfants français en situation de handicap ne bénéficieront pas d'accompagnement adapté pour la rentrée. Une situation alarmante qui concerne aussi les jeunes Normands. Témoignage.

confidentialité

Florine Fontaine-Péan le sait, ce lundi les écoles françaises rouvrent leurs portes pour la rentrée. Redoutée par les écoliers qui seraient bien restés encore en vacances, elle est encore moins une partie de plaisir pour ceux en situation de handicap.

Mère de Lucas, 6 ans et atteint d'un trouble du spectre autistique, et Pacôme, 3 ans et souffrant du syndrome de DiGeorge, le retour à l'école sonne faux pour elle. Un sentiment partagé par des milliers d'autres parents français qui font face au même constat : faute de moyens adaptés, leurs enfants ne pourront pas suivre une scolarité normale cette année.

Lundi 25 août, l'Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI) [révélait dans une enquête](#) que des milliers d'enfants français, dont certains vivants en Normandie, ne pourraient pas suivre une scolarité ordinaire cette année par manque de solutions pour les aider au quotidien.

Rester optimistes, c'est ce que s'efforcent de faire Florine Fontaine-Péan et son mari. Depuis plusieurs années, les obstacles n'ont cessé de s'accumuler et ont cruellement affecté la scolarité de leur fils aîné.

"Il va passer en CP et il n'aura que deux heures de cours par semaine, ça ne peut pas suffire. Au départ ça n'allait pas trop mal en petite section, mais l'année suivante, tout à commencer à s'enchaîner", confie la mère de famille.

Lorsqu'il entre en moyenne section en 2023, c'est le début d'un cauchemar sans fin pour Lucas. Atteint d'un trouble du spectre de l'autisme, de trouble déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) et d'une mal formation aux reins, le jeune garçon développe aussi cette année-là un syndrome néphrotique.

Un lourd diagnostique qui n'a pourtant jamais conduit Lucas et ses parents à se résigner à l'idée qu'il connaisse une vie semblable à celles des autres enfants. Mais depuis deux ans, de nombreuses barrières se sont dressées sur son chemin.

Accompagnantes d'élèves en situation de handicap (AESH) qui s'enchaînent et qui ne sont pas suffisamment formées, classe surchargée, équipements scolaires pas assez adaptés, les difficultés se poursuivent jusqu'en classe de grande section où tout explose.

Il n'avait plus que neuf heures de cours par semaine et puis au cours de l'année, les services médico-sociaux (SESSAD) nous ont dit qu'ils n'avaient plus les moyens de nous aider. Lucas a fini par ne plus pouvoir aller en classe, on a dû prendre des cours particuliers.

Florine Fontaine-Péan, mère normande d'un enfant en situation de handicap

Domiciliée à Nécy (Orne), la famille s'est alors tournée vers plusieurs organismes spécialisés comme le [Centre de Ressources d'autisme](#) (CRA) pour répondre rapidement à la situation.

"On nous a beaucoup aidés, l'école comme tous les professionnels que l'on a rencontrés, mais il n'y a pas assez de moyens, les accompagnants ne sont pas assez formés, c'est désespérant", souligne désespérée la mère de famille.

La rentrée de Lucas sera donc faite de ce que nomme Florine "du bricolage" : deux heures de cours à l'école avec une accompagnante formée, en attendant de trouver d'autres professionnels qui pourraient combler son emploi du temps scolaire.

Un cas alarmant et qui n'est qu'un exemple de ce que traversent de nombreuses familles ayant des enfants en situation de handicap.

Après 35 ans de militantisme, Patrick Maincent, président de [l'UNAPEI en Normandie](#), a toujours du mal à s'expliquer la situation actuelle. "Oui il y a eu des progrès depuis [2005 et loi sur l'accueil des enfants handicapés à l'école](#) mais on est très loin de répondre aux besoins actuels" s'agace le responsable.

Selon une étude réalisée par l'organisme auprès de six associations normandes spécialisées, seuls 53% des enfants âgés de 3 à 16 ans scolarisés bénéficieront d'une AESH, soit 113 sur 268 jeunes.

Un nombre qui révèle une réalité cruelle : l'absence d'une aide nécessaire pour ces enfants en demande. " Ces accompagnants ne sont par ailleurs pas tous formés aux différentes formes de handicap et ils sont aussi dans une situation professionnelle précaire", rappelle Patrick Maincent.

S'ajoutent notamment à ce pourcentage les 12% d'enfants normands en centre médico-social qui n'auront aucune heure de classe à la rentrée ou encore les 732 jeunes placés sur liste d'attente pour intégrer un institut médico-éducatif (IME) depuis plusieurs années.

Soit il n'y a pas de moyens, soit les propositions faites ne sont pas adaptées, soit il n'y a pas de place. L'Etat ne se donne pas les moyens d'offrir à ces jeunes une scolarité comme les autres.

Patrick Maincent, président UNAPEI de Normandie

Certains écoliers scolarisés en IME sont aussi victimes d'une [situation illégale](#) : selon l'étude réalisée par l'UNAPEI de Normandie, 91% des enfants n'ont pas d'Identifiant National Etudiant, soit au total 316 élèves.

"C'est illégal, chaque élève devrait en avoir, ça les invisibilise du système éducatif.

Comment feront-ils s'ils souhaitent passer un examen et qu'ils n'ont pas d'identifiant ?, lâche le président, exaspéré.

Une situation qui a tendance à augmenter au fil des ans et qui inquiètent les familles concernées. *"L'école est un droit fondamental, on ne devrait pas avoir à se battre pour ça. Je veux que mon fils s'intègre pleinement à la société, et ça commence par aller en classe"*, manifeste Florine Fontaine-Péan.

Selon [un rapport publié en septembre 2024 par la Cour des comptes](#), les effectifs d'élèves en situation de handicap en milieu scolaire ont triplé depuis 2005, sans que des moyens adaptés n'aient été suffisamment apportés pour répondre à leurs besoins.